

Nouveaux Cahiers du socialisme

Denis Colombi, *Où va l'argent des pauvres*, Paris, Payot, 2020

Pierre Leduc

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 25, hiver 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94879ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Leduc, P. (2021). Compte rendu de [Denis Colombi, *Où va l'argent des pauvres*, Paris, Payot, 2020]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (25), 250–253.

connaissances peut sans doute nous aider à développer « une pratique politique qui allie la possible transformation d'une situation (logement, rapport Nord-Sud...) et la transformation de soi à travers l'activité que l'on réalise » (p. 210).

Le livre de Vercauteren comporte plusieurs intuitions fécondes. On y reconnaît effectivement une intuition interactionniste, selon laquelle la production du sens a lieu entre les personnes plutôt qu'à l'intérieur des personnes, ce qui devrait notamment nous mener à dépersonnaliser les conflits, à examiner les contextes d'interaction dans lesquels ils émergent plutôt que les individus qui y prennent part. On perçoit aussi dans cet ouvrage une intuition pragmatiste, qui nous invite à nous concentrer sur les effets des pratiques individuelles et collectives plutôt que sur les principes qui devraient les justifier en amont, en nous demandant par exemple « Est-ce que cette stratégie fonctionne ? » plutôt que « Est-ce que cette stratégie correspond à notre ligne politique, notre programme ? ». Les réflexions partagées par Vercauteren s'avéreront utiles pour tous ceux et celles qui souhaitent mieux comprendre la vie interne des groupes dans lesquels ils et elles sont engagés, tout en contribuant à rendre ces mêmes groupes plus aptes à identifier les problèmes auxquels ils doivent faire face et à expérimenter différentes pistes de solution.

Denis Colombi

Où va l'argent des pauvres

Paris, Payot, 2020

Pierre Leduc

Pour combattre la pauvreté, il faut d'abord la comprendre. Selon Denis Colombi, c'est la tâche de l'enquête sociologique. Dans son ouvrage, il utilise l'argent comme fil conducteur de l'analyse du phénomène de la pauvreté. Il s'interroge sur la façon dont les pauvres dépensent leurs faibles revenus et sur ceux à qui ces dépenses profitent. Son analyse repose sur de nombreuses études empiriques en France et aux États-Unis, car il n'a pas mené lui-même d'enquête sur le terrain.

Les représentations sociales des pauvres reposent en grande partie sur la distinction entre les *bons* et les *mauvais* pauvres. Seuls les bons pauvres, bien sûr, mériteraient d'être aidés, les autres n'étant que des parasites jugés responsables de leur situation. Le problème, c'est que la figure du *bon pauvre* est une abstraction qui n'a rien à voir à la réalité, mais elle oblige constamment les pauvres à se justifier pour être reconnus comme vraiment pauvres. Ils sont toujours suspects d'avoir des comportements qui

les maintiennent dans la pauvreté. Selon Denis Colombi, cette distinction constitue le « premier obstacle à la compréhension sociologique de la pauvreté » (p. 37).

Les pauvres sont socialement stigmatisés et disqualifiés, leur identité est définie par leur situation. Ils ne constituent pas une classe, ce groupe est hétérogène, mais ils vivent tous et toutes le manque et la honte. Cependant, que l'on regarde la pauvreté avec compassion ou avec un œil réprobateur, on tend à l'expliquer par les caractéristiques individuelles des personnes pauvres, alors que, pour l'auteur, il s'agit d'un problème social et politique.

Le comportement des pauvres est toujours suspecté d'être irrationnel et immoral. Le débat soulevé par Philippe Couillard, ex-premier ministre du Québec, quand il a affirmé que l'on pouvait nourrir une famille avec 75 dollars par semaine, illustre bien ce soupçon. Même si, en principe, l'aide publique ou privée constitue un don, la société se réserve un droit de regard sur l'usage que font les pauvres de leur argent. Tout se passe comme si l'argent des pauvres ne leur appartenait pas réellement, même la part de leurs revenus qui ne dépend pas de l'aide publique. Selon Denis Colombi, il faut dépasser cette vision moralisatrice qui semble aller de soi, et lui substituer un effort de compréhension qui passe par l'enquête sociologique.

Du point de vue dominant, les pauvres dépensent de façon irrationnelle, ce qui les empêcherait d'épargner et de se sortir de la pauvreté. De ce fait, on les juge en grande partie responsables de leur situation. Vus de l'extérieur, le téléphone portable, la télévision à écran plat, les vêtements de marque ou des cadeaux pour les enfants semblent des dépenses inutiles et coupables. Il s'agit de préjugés que l'auteur veut déconstruire en montrant la logique interne du comportement économique des pauvres. Celles-ci et ceux-ci ne sont ni plus ni moins rationnels que les autres, mais leur situation impose des contraintes qui ne permettent pas de se comporter selon la logique des économistes.

Les pauvres doivent renoncer, faute d'argent, à des plaisirs qui semblent aller de soi : un logement agréable, des sorties au restaurant, de beaux vêtements ou des voyages. Leurs excès occasionnels leur sont reprochés, mais, selon l'auteur, ceux-ci sont nécessaires tout simplement pour rendre supportable une vie de privations. Afin de mettre en évidence leur rationalité, Colombi examine plusieurs types de dépenses, à première vue excessives ou inutiles. Certaines dépenses sont nécessaires pour assurer un minimum d'intégration sociale comme l'achat de vêtements de marque aux enfants pour leur éviter d'être rejetés à l'école, le téléphone intelligent et l'automobile, nécessaires à la recherche d'un travail ou pour les relations avec les institutions. Les comportements économiques des pauvres constituent des formes d'adaptation aux nombreuses contraintes auxquelles ils sont soumis et non une gestion irrationnelle de leurs revenus.

En fait, selon Denis Colombi, les pauvres sont forcés de gérer l'ingérable. Non seulement leurs revenus sont-ils insuffisants ou irréguliers, mais ils sont en grande partie destinés à des dépenses contraintes, comme le loyer. L'argent devient une préoccupation de tous les instants, et les compétences pour gérer la pénurie, souvent celles des femmes, sont socialement ignorées et leur débrouillardise stigmatisée. Cette stigmatisation existe parce qu'il faut « au fond justifier des inégalités » (p. 188). Selon l'auteur, il faut inverser la causalité : ce ne sont pas les caractéristiques personnelles et les comportements des pauvres qui sont à l'origine de la pauvreté, c'est la pauvreté elle-même qui explique les comportements des pauvres. Toutes les explications spontanées de la pauvreté ne sont que des justifications idéologiques. Colombi critique, en particulier, l'idée de « culture de la pauvreté » ; c'est l'expérience même de la pauvreté qui est déterminante. La pauvreté ne se vit pas seulement comme une privation matérielle, elle se vit aussi comme une disqualification sociale, ce qui limite les possibilités d'action collective. Pour lutter contre la pauvreté, il faut d'abord se libérer des préjugés, mais aussi cesser d'utiliser l'assistance publique comme instrument de contrôle des pauvres.

Si les pauvres dépensent de l'argent, même si c'est peu, il faut se demander à qui va cet argent. Les femmes et les hommes pauvres, socialement dominés, sont exploités en tant que consommateurs et en tant que travailleurs. Comme consommateurs, ils sont généralement désavantagés. Plusieurs études montrent que les pauvres payent cher pour de mauvais logements. Leur accès au crédit et aux services bancaires est difficile, et lorsqu'ils achètent à crédit, ils payent un intérêt plus élevé. Le manque de liquidité impose des contraintes dont plusieurs profitent.

L'exploitation des pauvres ne concerne pas seulement le domaine de la consommation. La précarité les oblige à accepter des emplois plus pénibles et mal payés. Cette exploitation économique profite surtout aux détenteurs de capitaux. Si la pauvreté persiste, et si même des travailleuses et des travailleurs peuvent être pauvres, c'est qu'elle favorise les intérêts des autres acteurs sociaux. Selon Denis Colombi, l'exploitation doit être au cœur de la compréhension de la pauvreté.

L'auteur croit que la pauvreté n'est pas un problème économique, mais un problème essentiellement politique. Pour réduire la pauvreté, il faut tout simplement donner de l'argent aux pauvres ou leur donner accès à l'argent. Cette solution extrêmement simple ne pose pas de problèmes économiques insurmontables, mais elle exige une volonté politique affirmée. En tant que sociologue, Colombi ne propose pas de solutions concrètes, mais il examine l'idée de revenu universel qui permettrait d'éliminer la pauvreté, il l'examine surtout sous l'angle des objections qu'on lui oppose. Les uns s'inquiètent du fait que retirer l'obligation de travailler pour survivre laisse inoccupés les emplois les moins attirants. Pour d'autres, la simple possibilité de vivre sans travailler représente un scandale. Pour l'auteur, le capitalisme, tel qu'on le connaît, ne saurait survivre dans une société où la pauvreté n'existerait pas.

Denis Colombi défend l'utilité de la sociologie. Elle n'a pas de rôle normatif, mais elle modifie le regard sur les rapports sociaux et particulièrement sur la pauvreté. La *doxa* considère la pauvreté comme le résultat des pratiques individuelles des pauvres. La sociologie inverse la causalité en montrant que ce sont les pratiques qui sont déterminées par des facteurs sociaux et politiques. L'auteur ne propose pas de recettes miracles, mais il met en évidence la radicalité de ce qu'il faudrait faire pour éradiquer la pauvreté.

Noam Chomsky

La lutte ou la chute ! Pourquoi il faut se révolter contre les maîtres de l'espèce humaine

Montréal, Lux, 2020

Kaveh Boveiri

La lutte ou la chute ! est la réponse chomskyenne à « Que faire ? ». C'est la continuation d'un projet que Noam Chomsky, linguiste, politologue et activiste américain, a commencé à l'âge de dix ans avec son article sur la montée du fascisme en Europe.

Le fait d'être un internationaliste contre l'« Empire » américain lui a mérité le respect, mais a aussi entraîné des conséquences indésirables. Voici deux exemples parmi plusieurs : ses demandes de visa en vue de donner des conférences sur l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak ont été rejetées par le gouvernement du Pakistan ; son entrée en Israël a aussi été refusée à cause de sa position ferme « en faveur des droits des Palestiniens » (p. 36).

Ce livre, le résultat d'entretiens avec Emran Feroz, journaliste pigiste basé en Allemagne, fait partie d'une autodéfense intellectuelle s'adressant non pas aux intellectuels, mais bien aux « grands publics ». Tandis que le capitalisme actuel atomise chacune et chacun de nous comme autant de hamsters dans leur roue, l'autodéfense intellectuelle vise une éducation populaire et une vulgarisation afin de comprendre le monde actuel, lutter contre les maîtres de l'espèce humaine et donner lieu à une transformation bénéfique, ce qui n'est pas enseigné dans les universités.

Le thème principal de ces entretiens est notre responsabilité lorsque nous sommes aux prises avec la dichotomie soit de continuer notre lutte soit d'accepter la chute,